

élevé et les commandants français n'auraient pas le droit d'exercer leur influence sur l'administration. Napoléon devait en plus mettre à la disposition de Maximilien une flotte pour garder les deux côtes et pour faciliter la pacification du pays. En outre, la trésorerie française devait, jusqu'à une pacification complète du pays, avancer les sommes nécessaires pour les dépenses de l'armée, puisque les recettes, jusqu'à ce moment, ne pouvaient pas être perçues régulièrement. Le gouvernement mexicain payerait en retour, après comme avant, pour chaque soldat français, mille francs par an.

Almonte devait de cette façon prendre soin en même temps que le gouvernement mexicain fût pourvu des moyens financiers nécessaires. Si les troupes françaises restaient encore au Mexique, elles devaient être retirées de la capitale et être disloquées en d'autres lieux pour ne pas entrer en collision avec les troupes nationales. Almonte avait l'ordre de dire à Napoléon que Maximilien se montrerait en retour condescendant au point de vue financier. Une preuve de sa véritable amitié avait déjà été le congédiement du ministre Ramirez, et il était également prêt à nommer à la place du ministre de la Justice, qui était un libéral, un secrétaire d'État français, jouissant de sa confiance et de celle de Napoléon. En outre, Maximilien donnerait au maréchal Bazaine le titre de duc pour lui adoucir le rappel exigé et il ferait frapper une médaille à l'effigie des deux empereurs, pour en décorer tous les Français ayant servi au Mexique. Maximilien croyait même pouvoir donner à la mission d'Almonte le caractère d'un ultimatum. Il fixa comme terme final des négociations le 15 juillet, pour que celles-ci ne fussent pas trop tirées en longueur. Telles étaient les instructions officielles ; les instructions secrètes allaient encore plus loin. Maximilien adoptait vis-à-vis de la France une attitude presque incompréhensible, vu la situation présente. Il ressemblait à un homme qui joue le tout pour le tout et auquel tout est devenu indifférent. Ainsi il donnait à Almonte le pouvoir, en cas de non-acceptation du traité par la France dans tous ses points, de retirer de suite les stipulations désavantageuses pour le Mexique. Si ce cas inattendu devait se produire, disaient encore les instructions, que Napoléon ne veuille absolument rien savoir d'un nouveau traité, Almonte déclarera positivement au nom de son empereur qu'on retire

de suite les troupes françaises du Mexique. Mais Almonte devait faire comprendre à Napoléon que, dans ce cas extrême, Sa Majesté l'empereur Maximilien n'abandonnerait jamais sa grande œuvre, mais que, fidèle à ses devoirs, il resterait à la tête de l'empire pour le bien du Mexique et en bon Mexicain, et qu'il partagerait son sort (1).

Pendant qu'Almonte était en voyage, le baron Saillard, revenu de Mexico, s'était plaint du traitement blessant qu'on lui avait infligé, et avait déclaré en outre, carrément, qu'il était impossible que l'empire pût durer. Ses rapports aggravèrent encore l'état d'esprit à Paris, déjà hostile à Maximilien. Seul Napoléon, qui sentait que sa lettre du 15 janvier avait dû faire tomber toutes les illusions de l'empereur, était plus juste et disait : « J'ai reçu de Maximilien une lettre très violente et très irritée. Pourtant je ne lui en veux pas et je comprends fort bien qu'il adût souffrir de la décision dont je lui faisais part (2). »

Napoléon éprouvait personnellement une véritable douleur à l'idée qu'il était nécessaire d'abandonner Maximilien. Il n'était pas l'homme cruel, tel qu'il apparaît dans beaucoup de ses lettres et de ses actions, l'homme cruel et froid, qui abandonne sa victime, Maximilien. Mais il voyait dans l'expédition du Mexique une affaire ratée, dans laquelle il s'était engagé à la suite des conseils inconsidérés de son épouse et parce que l'Union, occupée par la guerre de Sécession, ne pouvait pas intervenir. Mais étant donnée la situation nouvelle, cette expédition engendrait de graves dangers pour la France, soit en Europe, soit en Amérique. Il se disait donc qu'il ne pouvait pas songer aux égards personnels et que même sa parole donnée ne devait pas le lier, quand il s'agissait de protéger son pays et sa dynastie contre ces dangers.

Il est vrai qu'au point de vue matériel, il sauvegardait les intérêts de la France un peu trop brutalement. Malgré tout, le rôle qu'il était, à partir de ce moment, forcé de jouer vis-à-vis des souverains du Mexique lui était odieux, tant à lui

(1) Instructions de l'empereur Maximilien pour le général Almonte du 4 février 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Télégramme de Pierron à l'empereur Maximilien, du 14 mai 1866, concernant des communications de Loysel après son retour de Paris. Vienne, Archives de l'État.

qu'à son épouse, tous deux en souffraient, surtout Eugénie qui ne se sentait pas la conscience en paix. Les expériences faites au Mexique éveillèrent en Napoléon une défiance vis-à-vis des conseils et du coup d'œil politique de son épouse, méfiance qui eut pour suite plus tard des décisions grosses de conséquences.

Loysel avait aussi apporté une lettre de Napoléon pour Bazaine (1), dans laquelle celui-ci approuvait la diminution des troupes au fur et à mesure. Pour adoucir l'amertume que cet ordre devait avoir pour Maximilien, il avait volontiers dit à Bazaine de revenir avec le premier transport. Mais il n'osait pas donner à Bazaine un ordre formel pour ne pas éveiller en lui le soupçon qu'il obéissait aux désirs de Maximilien, bien connus de Bazaine. Il se contenta donc de dire au maréchal qu'il devait rentrer en France « quand bon lui semblerait ». En même temps il lui recommandait de tout faire pour que le gouvernement de Maximilien puisse se maintenir aussi après le départ des Français.

L'intermédiaire de toutes ces nouvelles, Loysel, avait déjà à Paris été dans une situation difficile. Malgré ses sympathies pour Maximilien, il était avant tout Français et officier français et comme tel il devait forcément subir l'influence de sa patrie et de son souverain. Il n'était donc pas étonnant que Loysel, encore sous l'effet des impressions de sa patrie, se montrât plus réservé vis-à-vis de Maximilien après son retour de France. Maximilien s'en aperçut bientôt et fut déçu par le langage de Loysel, qui ne laissait que trop transpercer les idées de Napoléon. « Je ne suis plus si content de Loysel, écrivait-il à Eloin (2), depuis sa mission en France il a complètement changé d'attitude et prend maintenant le parti du maréchal. » L'attitude de Loysel était peut-être plus visible après son voyage, mais l'entente avec son maréchal avait toujours existé, seulement ceci avait été tenu plutôt secret et Loysel ne s'était pas encore douté qu'on avait déjà résolu à Paris d'abandonner Maximilien. Maintenant il avait laissé tomber le masque et prenait uniquement parti pour sa nation et sa patrie.

(1) Napoléon III à Bazaine, 12 avril 1866. Voir GAULOT, II, p. 300,

(2) Empereur Maximilien à Eloin, Chapultepec, 28 mai 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

Le 20 mai, Almonte était arrivé à Paris, avait été reçu par Napoléon et lui avait soumis ses lettres de créance comme successeur de Hidalgo. Napoléon dit tout de suite à Almonte, sans avoir jeté un coup d'œil sur la missive de Maximilien, qu'il n'était pas en état de revenir sur sa décision concernant le rappel des troupes, maintenant qu'il l'avait promis dans son discours du trône, et ceci d'autant plus que l'opinion publique serait unanime dans son opposition. Par conséquent, l'évacuation complète devait se faire d'ici à la fin de cette année. A côté de cela, l'empereur disait bien aussi qu'il ne désirait rien si ardemment que la consolidation du gouvernement de Maximilien et que celui-ci suivît ses conseils.

Drouyn de Lhuys parla dans le même sens. Mais lorsque l'empereur et son ministre eurent lu le projet du traité secret, leur étonnement fut énorme en voyant les illusions évidentes que Maximilien se faisait sur sa position vis-à-vis de Napoléon. La réponse du cabinet français fut naturellement complètement négative. Pour mettre les choses au clair, Napoléon la fit rédiger de façon que toutes les propositions de Maximilien furent refusées, comme étant tout à fait inacceptables.

Almonte était venu en France réellement à un moment très mal choisi. A mesure que le conflit austro-prussien s'accroissait et que la France semblait également s'y laisser entraîner, l'Union devenait plus exigeante. Eloin rapportait de Bruxelles (1) qu'on faisait partout de la propagande pour un abandon complet de l'expédition mexicaine, et ceci avec un cynisme qui le révoltait. A Paris même les ministres en parlaient ouvertement, et également les Mexicains, vivant à Paris, parmi eux Gutierrez, se lamentaient et félicitaient Mme Almonte d'avoir quitté le Mexique. En Belgique aussi on s'attendait à ce que l'Union demanderait qu'on retirât les troupes belges, comme on l'avait déjà fait pour les troupes françaises et comme on s'attendait aussi à ce qu'on le fasse pour les troupes autrichiennes. L'impératrice était très alarmée et sa lettre à Charlotte du 30 mai témoigne de sa crainte de la

(1) Eloin à l'empereur Maximilien, 22 mai 1866. Vienne, Archives de l'État.

possibilité d'un conflit européen capable d'entraîner avec lui un État après l'autre.

Entre temps, Bazaine avait commencé à suivre au Mexique les ordres de son empereur. Ses mesures, dues à la concentration successive des troupes, se firent bientôt ressentir. Tous les endroits plus éloignés qui furent évacués par les Français furent de suite occupés par les républicains. Bazaine commença aussi, suivant les ordres reçus, d'assurer la sûreté de l'empereur Maximilien par la formation de bons corps d'armée mexicains. Il entreprit de mettre sur pied des détachements mixtes, formés de Français et de Mexicains, qui devaient compter neuf bataillons de 400 hommes et porter le nom de « cazadores » (chasseurs). Ce nom avait été proposé par Maximilien et provenait de l'armée autrichienne.

Déjà fin mars le maréchal, suivant les ordres reçus, avait répondu au gouvernement mexicain, qui demandait des avances de la caisse française pour payer la solde de la légion autrichienne et belge, qu'il lui était défendu de donner de l'argent. Mais ces légions étaient réunies à la légion étrangère française, sous le commandement d'un général français, le trésor français pourvoirait à leur entretien (1).

Maximilien, contraint par la force des circonstances, accepta cette proposition, mais tâcha d'adoucir ce qu'elle pouvait avoir d'amer pour les commandants des deux légions en question, en disant à Bazaine qu'il fallait confier à une commission l'organisation de ce nouveau corps qui devait être commandé par le général Brincourt. Il nomma en même temps les deux chefs desdites légions, le général comte Thun et le lieutenant colonel van der Smissen, membres de cette commission (2). Mais il y avait une sorte d'entente secrète entre Thun et Maximilien, afin de sauvegarder autant que possible l'indépendance du corps autrichien. Le général voulut donner sa démission, ainsi que d'autres officiers autrichiens. La nouvelle organisation se fit donc avec des difficultés et des frottements perpétuels.

L'empereur Maximilien était résolu à arriver à une solution

(1) Bazaine à l'empereur Maximilien, 30 mars 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Bazaine, Mexico, 3 avril 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

de ces affaires « contre vent et marée » (1), malgré les difficultés militaires et financières de toute sorte et malgré les efforts des Français « pour embrouiller nos affaires », comme il le disait. Pour forcer Bazaine à s'occuper assidûment de l'organisation, il l'invita à assister aux conseils militaires qui avaient lieu chaque semaine sous la présidence de Maximilien. Il s'adressa de même au maréchal par écrit, lui rappela le désir de Napoléon qu'il devait aider en toutes choses à l'organisation d'une armée solide et le pria de mettre sur pied, aussi vite que possible, 20 000 hommes de troupes nationales, pris des corps Mejia, Mendez et de Garcia, et d'accélérer la formation des bataillons mixtes. En outre, l'empereur proposa de renvoyer de suite les hommes qui ne donneraient qu'une soldatesque sans valeur et que les commandants des régiments devaient former eux-mêmes leurs régiments d'infanterie et de cavalerie (2). La première mesure fut très dangereuse, car elle fit bon nombre de mécontents qui, tous, passèrent à Juarez. Mais Bazaine ne tenait pas beaucoup compte de ce que disait l'empereur et ne se laissait pas déranger dans l'accomplissement de ses desseins. Le mécontentement de Maximilien à ce propos se fit visiblement sentir dans les séances. L'empereur songeait même à envoyer les protocoles de ces séances à Napoléon pour que celui-ci vît qui travaillait et qui ne faisait rien. Il espérait avoir achevé l'organisation de l'armée à l'été et songeait à exécuter alors un projet grandiose de pacification pour le pays tout entier, et ceci sans demander l'avis de Bazaine.

Maximilien avait déjà écrit avec fierté à Eloin que la direction de la réorganisation de l'armée reposait entre ses propres mains. Il apprit à cette époque que l'empereur François-Joseph avait dit à Vienne, en parlant à Herzfeld, que Maximilien ferait mieux de ne pas s'en occuper, qu'il était officier de marine et qu'il s'y entendait trop peu dans les choses de l'armée. Très blessé, il donna encore le même jour l'ordre à Pierron de rédiger une brochure détaillée sur l'organisation projetée de l'armée. Huit jours après, la brochure était rédigée

(1) Empereur Maximilien à Eloin, 18 mai 1866. Brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Bazaine, Cuernavaca, 17 mai 1866. Vienne, Archives de l'État.

et Maximilien l'envoya à Vienne (1), en réponse à ce conseil bien intentionné, en y ajoutant la lettre suivante :

« Monsieur mon frère, ci-joint je t'envoie un règlement sur la réorganisation de mon armée pour que tu puisses te persuader que ton ancien chef de la marine a pourtant acquis, depuis son séjour dans la libre Amérique, la capacité de donner une bonne organisation à un système militaire complètement en déroute. J'espère que tu y trouveras des améliorations que même la routine expérimentée de l'Europe n'a pas encore pu mettre en valeur, mais qui sûrement plus tard seront victorieuses. Je te serais très reconnaissant si tu voulais, en connaissance de cause, me donner ton avis sur ce sujet. »

Ceci était parler haut et d'autant moins à sa place que l'organisation était encore à la période d'essai et ne pouvait naturellement pas être comparée à celle des armées régulières en Europe et encore moins être donnée comme supérieure. C'en était de même avec la direction personnelle de Maximilien, car quinze jours n'étaient pas encore écoulés depuis la lettre d'Eloin que l'empereur écrivait au maréchal Bazaine que celui-ci était le chef de l'armée et le seul directeur des mouvements militaires, qu'il savait pourtant mieux que tous ce qu'il fallait faire (2), et qu'il lui confiait à cause de cela le pouvoir absolu quant à l'organisation des bataillons franco-mexicains et de l'armée nationale. L'empereur n'aurait guère pu faire autre chose, car, vu la contrainte financière qui pesait sur lui et vu ses trésors d'État toujours vides, il aurait difficilement pu supporter, lui personnellement, les frais de la réorganisation.

Déjà, les premiers jours du mois de mai, le président du conseil d'État, Lacunza (3), avait dû constater que l'argent provenant des emprunts était épuisé et que la solde et le matériel de guerre pour les nouvelles troupes ne pouvaient plus

(1) Empereur Maximilien à l'empereur François-Joseph, palais de Mexico, 28 mai 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Bazaine, Mexico, 3 juin 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(3) Protocole de séance du conseil d'État du 1^{er} mai 1866. Vienne, Archives de l'État.

être trouvés. Les douanes de Tampico, Mazatlan et Matamoros ne rapportaient plus rien, car la communication de ces ports avec le pays de l'arrière était interceptée par les juaristes. Si le gouvernement ne trouvait pas les moyens nécessaires dans cette situation fatale, il fallait congédier les troupes, ce qui aurait pour suite la perte de la plus grande partie du territoire et exposerait les habitants de nationalité française. L'unique salut était que l'intendance française payât aussi les troupes mexicaines. Sur ces entrefaites, Maximilien appela Bazaine, Dano et le successeur de Langlais, le chargé de pouvoir actuel des finances, leur exposa la situation et exigea, non sans menaces, une aide mensuelle de 800 000 pesos (4 millions de francs). On tomba enfin d'accord sur la somme de 500 000, sous réserve du consentement du cabinet français.

Bazaine se trouvait dans une situation précaire. D'un côté, on lui défendait de dépenser de l'argent pour le Mexique et d'un autre côté il devait mettre sur pied une armée mexicaine. Ceci n'était pas possible sans argent, et même l'armée actuelle menaçait de se dissoudre si on ne la soutenait pas au point de vue financier. Les ordres et désirs contradictoires, arrivant de Paris, rendaient la vie très pénible à Bazaine qui s'efforçait d'obéir en brave soldat. Ceux qui donnaient ces ordres regardaient tout du point de vue européen et ne pouvaient nullement se faire une idée exacte de la situation véritable du Mexique.

Dans son anxiété et ses soucis de remplacer les troupes françaises, qui devaient être retirées, Maximilien avait songé à suivre, du moins en partie, le conseil de Napoléon et d'attirer si possible des forces plus considérables de volontaires de l'Autriche. A Vienne on n'était pas opposé à la chose, en tant que ceci restait une pure affaire personnelle de Maximilien, car on désirait, dans les cercles haut placés de l'Autriche, que l'empereur Maximilien, maintenant qu'il y était, pût se maintenir dans sa position. Il est vrai que ce secours ne devait pas dépasser le nombre des réserves nécessaires pour la légion. On était plus optimiste à la cour de Vienne que ne l'étaient l'opinion publique et la presse, car on ne recevait de Maximilien lui-même que des rapports couleur de rose.

Maximilien chargea des négociations nécessaires l'ambassadeur Barandiaran, qui entra de suite en pourparlers avec le

comte de Mensdorff. Ils furent rendus plus difficiles parce que la guerre avec la Prusse menaçait déjà alors d'éclater à chaque instant. Malgré tout, on arriva le 15 mars à un compromis, suivant lequel, pour l'année 1866 exceptionnellement, 4 000 hommes et sans cela 2 000 hommes étaient agréés comme réserve de la légion autrichienne au Mexique. L'empereur Maximilien fut très content de ce renfort si nécessaire et espérait même, d'après une remarque du baron de Meysenbug, encore une augmentation des chiffres donnés. Il se berçait de l'illusion que les États-Unis ne s'immisceraient point et disait qu'ils étaient loin de vouloir faire la guerre, que toutes les menaces vis-à-vis de la France n'étaient que des vantardises et que celles-ci même entraînaient plus d'utilité que de dommage, car elles attaquaient la fibre nationale des Français (1).

Les vues optimistes de Maximilien à ce propos avaient surtout leur origine dans les rapports favorables que lui envoyait de New-York le comte Rességuier. Ce dernier semblait mécontent seulement du président Johnson, qui pensait toujours à la guerre, et surtout du secrétaire d'État Seward. Mais, bien qu'il croyait que la position de ce dernier était très chancelante et que sa popularité diminuait, Rességuier le craignait pourtant beaucoup et jurait ses grands dieux qu'on le regardait « comme le Yankee le plus dénué de principes et le plus traître de son temps. » L'ambassadeur français, marquis de Montholon, paraissait, dans les derniers temps, être sur un pied d'amitié étonnant avec Seward. Son but unique était de sauver la France à tout prix du danger de guerre. « Il lui sacrifie tout, rapportait Rességuier (2), et il est triste de devoir se dire qu'il a fait à Washington plus de tort à l'empire que tous ses ennemis ensemble. » Ainsi il avait encore dit, il n'y a pas longtemps, qu'il était persuadé que l'empire ne pourrait pas se maintenir sans les troupes françaises.

L'empereur Maximilien répondit (3) au comte Rességuier qu'il approuvait toutes ses propositions concernant la presse et la nomination d'un agent permanent, du nom de Graham,

(1) Comte Ollivier Rességuier à l'empereur Maximilien, New-York, 24 avril 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Rességuier à Maximilien, 10 mai 1866. Vienne, Archives de l'État.

(3) Empereur Maximilien à Rességuier, Cuernavaca, 17 mai 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

pour représenter les intérêts de l'empire à Washington et pour surveiller Romero. L'empereur se promettait de cela une réussite sûre.

Bientôt après Rességuier manda que Santa-Anna était arrivé à New-York avec un programme jusque-là inconnu et s'y était acheté une maison. L'opinion publique était bien plus favorable à l'empire du Mexique dans les États de l'est de l'Union. Dans les États de l'ouest il fallait encore travailler et surtout gagner les Irlandais. Rességuier ne se faisait aucune illusion sur les projets et les intentions de Seward et de Montholon et il les observait de près.

« Le marquis de Montholon, écrivait-il (1), continue sa politique douteuse et nuisible, prédit encore toujours la guerre inévitable et semble avoir gâté, à peu près, tout ce qu'il y avait à gâter. Et, bien qu'il ne cesse pas de se nommer l'agent le plus dévoué de Votre Majesté, il fait preuve d'une telle dose d'imprévoyance, de malice et de « humbug », que chacun en est étonné. »

Il était hors de doute pour Rességuier que Seward, en cas d'une guerre européenne, avait l'intention d'employer vis-à-vis du Mexique un ton encore plus énergique et plus hostile.

Ceci explique aussi l'attitude de Napoléon à l'égard de l'Union. Celui-ci montrait, d'après le dire de Maximilien, une certaine crainte, qu'il n'avait pas jusque-là remarquée dans le caractère énergique de l'empereur (2).

Montholon, tout comme Bazaine, était avant tout le serviteur de son souverain et n'éprouvait pas beaucoup de sympathie pour Maximilien, parce qu'il y avait jadis eu quelques différends entre eux. Il ne l'informa donc, suivant les intentions de Napoléon (3), que du fait que le peuple américain éprouvait depuis l'intervention française acceptée dans un moment de faiblesse, un sentiment de dépit et de rancune, que rien ne saurait détruire, si ce n'est le rappel du corps expéditionnaire français. L'idée principale de cette lettre était

(1) Rességuier à l'empereur Maximilien, New-York, 25 mai 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Eloin, 29 février 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(3) Marquis de Montholon à l'empereur Maximilien, Washington, 15 avril 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

que, ceci fait, la situation serait autre, la doctrine de Monroe ne constituerait plus un obstacle et l'Union s'entendrait alors plus facilement avec l'empereur du Mexique.

En vérité, on pensait tout autrement à Washington. On était fermement résolu de ramener de nouveau la république au pouvoir. Dès qu'on connut à Washington les nouvelles stipulations, Seward donna ordre à l'ambassadeur américain à Vienne, M. Motley, de demander immédiatement ses passeports, quand le premier vaisseau autrichien, avec des troupes, partirait pour le Mexique. Seward dit, en présence de plusieurs personnes à Romero, que dorénavant toute intervention d'une puissance européenne dans les affaires du Mexique serait regardée de la part de l'Union comme un *casus belli* (1). A mesure que la situation sur le continent européen devenait plus embrouillée, le ton de l'Union devenait plus audacieux et plus menaçant, et ceci surtout vis-à-vis de l'Autriche, qui était en première ligne menacée d'une guerre.

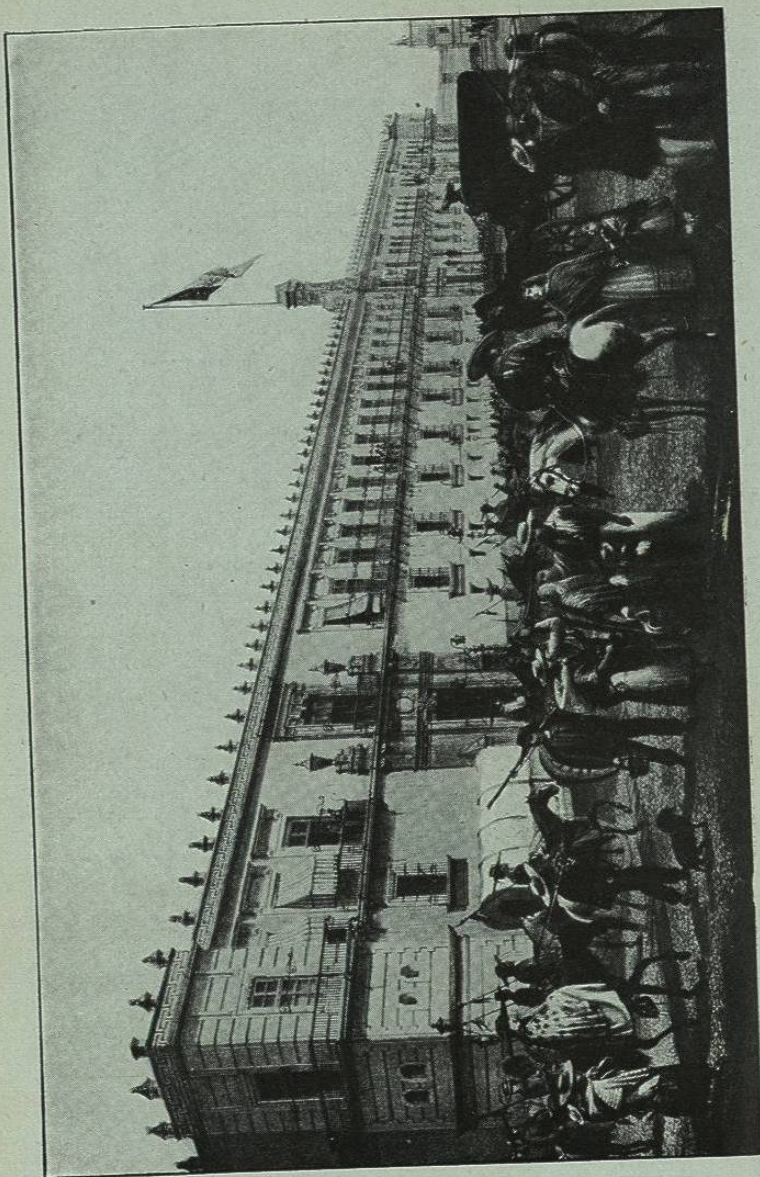
Mais, malgré tout, on voulait en Autriche rester fidèle aux stipulations qui furent encore signées le 1^{er} mai. Mais immédiatement après, une protestation énergique de la part de l'Union contre l'envoi de volontaires arriva à Vienne, disant que l'Union, dans le cas où on n'écouterait pas cette protestation, se regarderait comme étant en état de guerre avec l'Autriche. Ceci était trop pour le gouvernement autrichien, qui se voyait déjà menacé d'une rupture prochaine avec la Prusse. Le comte Mensdorff se mit en relation avec l'ambassadeur français, duc de Grammont, qui demanda l'avis de Paris et reçut la réponse qu'on devait agir avec beaucoup de prudence et empêcher le départ des volontaires. Le ministre céda et fit mander à Washington que les enrôlements pour le Mexique avaient cessé et qu'on n'y enverrait plus de volontaires. Maintenant c'était le tour de l'ambassadeur mexicain à Vienne, Barandiaran, de protester. Le baron de Meysenbug, qui avait jadis fait de si larges promesses, soulignait maintenant le danger menaçant de la part de l'Union et des flibustiers américains avec une telle emphase que Barandiaran lui répondit enfin d'un ton agacé : « Écoutez, baron, vous avez une telle

(1) Baron de Wydenbruck au comte Mensdorff, 25 avril 1866. Vienne, Archives de l'État.



LES PRINCIPAUX ACTEURS DU DRAME

1. Almonte. 2. Mgr La Bastida. 3. Eloin. 4. Castillo. 5. Comte Thau. 6. Gutiérrez.
7. Mbanon. 8. Bazaine. 9. Iglesias. 10. Forcy. 11. Vidaurri. 12. Mejía. 13. Ramirez.
14. Mendez. 15. Lopez. 16. Escobedo. 17. Doblado. 18. Zaragoza. 19. Juárez.
20. Osman Bey. 21. Ortega. 22. Santa Anna. 23. Alatorre.



LE PALAIS IMPÉRIAL DE MEXICO

opinion des flibustiers que vous les croyez capables de manger les enfants tout crus. Je connais les Yankees, j'ai vécu cinq années parmi eux, ils ne sont pas si dangereux, comme ça en a l'air de loin. » Mais ceci ne servit à rien, la menace d'une guerre avec l'Union avait été efficace.

Le comte Mensdorff motiva cette retraite du gouvernement de Vienne officiellement à Maximilien par le fait qu'il était dans son propre intérêt si les États-Unis n'assumaient pas envers lui une attitude ouvertement hostile (1).

Mais confidentiellement et en secret il fit part à l'ambassadeur autrichien à Mexico que l'Autriche se trouvait devant de si graves difficultés dans sa politique extérieure, qu'il avait été de la plus grande importance de ne pas augmenter encore le nombre de ses ennemis et d'éviter une rupture avec les États-Unis.

La nouvelle de ces événements devait encore faire un long voyage avant d'arriver aux oreilles de Maximilien. En attendant il s'occupait du sort du concordat à Rome, pour lequel travaillaient les trois membres de la mission spéciale, ainsi que son confident secret, le père Fischer, sans être arrivés jusqu'à présent à un résultat. Les membres de la mission étaient d'abord peu édifiés de la présence du père Fischer, et Velasquez de Léon fit comprendre, à Mexico, qu'il ne savait que faire du père. L'empereur Maximilien répliqua : « Plus de moteurs font avancer plus vite le bateau, plus de soupapes sont toujours avantageuses. » Le père Fischer, qui s'était bien aperçu de l'attitude froide de la mission envers lui, se vengea à sa façon en disant dans un rapport à l'empereur (2) que le pape lui aurait dit, lors d'une audience, qu'il ne savait que faire avec les principes de la commission. « Eh ! s'écria le pape, le triumvirat mexicain ! Le premier est un enfant, le second une bête et le troisième un intrigant. Voilà ce qui nous est venu du Mexique ! »

Les membres de la mission ne savaient rien de ces rapports de Fischer et s'habituaient finalement à leur concurrent, car ils avaient reconnu depuis longtemps que leur tâche était

(1) Comte Mensdorff au comte Thun, 25 mai 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Père Fischer à Maximilien, Rome, 8 janvier 1866. Vienne, Archives de l'État.

inexécutable, puisqu'il y avait entre les vues de la Curie romaine et celle de Maximilien une telle différence qu'il était impossible de s'entendre. Ils étaient persuadés que Fischer aurait finalement à subir le même échec qu'eux. Le jésuite souligna d'abord très habilement que l'empire tomberait si le clergé et l'Église continuaient à travailler contre Maximilien, mais il fallait voir si ce qui suivrait leur serait plus favorable. Fischer voulait amalgamer le brouillon du concordat, soutenu par la mission, avec le sien pour arriver à de nouvelles propositions, mais les exigences de l'Église étaient trop différentes de ces deux projets. Soit la commission, soit Fischer entretenaient chez l'empereur Maximilien l'espoir qu'il serait quand même encore possible d'avoir du succès. Car on vivait à Rome très agréablement aux frais de l'État et les nouvelles qui venaient du Mexique ne rendaient pas le retour très désirable. On écrivit donc à l'empereur que la meilleure entente régnait maintenant entre Fischer et les membres de la mission. Maximilien, dans son optimisme, avait pensé que la mission du père Fischer serait très vite couronnée de succès. Comme celui-ci tardait à venir, l'empereur fit savoir à Fischer quels étaient les trois points auxquels il tenait le plus (1) : toutes les dispositions du clergé devaient être munies du placet impérial, la censure des livres ne serait pas l'affaire du clergé, mais, par contre, on pouvait lui laisser l'instruction publique. Tous les autres points, évidemment aussi celui de la liberté des cultes, étaient désignés par l'empereur comme tels, qu'on pouvait facilement s'entendre à leur sujet. En un mot, il commençait déjà fortement à revenir sur ses paroles. En mars, il reçut des nouvelles pleines de bonnes espérances, Maximilien crut que tout était réglé et songeait à rappeler la mission, seuls Velasquez et Fischer devaient rester à Rome jusqu'à la conclusion formelle du concordat. A ce moment la correspondance de l'empereur avec le père Fischer était très active. Les lettres de ce dernier étaient de vrais journaux, qui contenaient tous les on-dit de la cour papale. On pouvait y lire toutes les nouvelles sur la maîtresse du cardinal Antonelli et apprendre que le cardinal Alfieri vendrait corps et âme à

(1) Empereur Maximilien au père Fischer, 16 février 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

celui qui l'aiderait à obtenir la tiare. L'amour du scandale et la perfidie, voilà ce qui ressort de ces pamphlets, écrits dans un style brillant, mais d'une ampleur fatigante. Fischer y introduisait des remarques, qui visaient très adroitement ses ennemis. L'évêque Munguia devait faire le rapport sur le plan d'un concordat de Fischer, et comme sa critique avait été défavorable, Fischer disait dans chaque lettre du mal de lui. Les remarques écrites en marge des rapports de Fischer par l'impressionnable monarque, montraient combien il se laissait prendre par celui-ci. A plusieurs reprises il assurait l'auteur de ces rapports de sa « reconnaissance la plus cordiale », de son « intérêt le plus vif » ; il promettait de lâcher cet « archi-intrigant » Munguia (1), tout de suite après la conclusion du concordat, et ne tarissait pas de louanges sur l'activité du père. « Avec un vif plaisir, lui écrivait l'empereur une fois, j'ai reçu vos deux chères lettres du 11 mai et j'ai lu leur contenu avec le plus grand intérêt, ravi de l'esprit lucide et de la compréhension si juste qui ressortent de chaque ligne. Si je n'avais que six diplomates de votre force, nos affaires iraient autrement. Plus vous m'écrirez, plus vous me ferez plaisir (2). »

Et pourtant l'empereur n'avait aucune raison d'être si content. En effet, le père Fischer, aussi bien que la commission, n'avaient rien obtenu et c'est seulement dans ses rapports qu'il remportait des succès.

Bientôt la dure réalité se montra ; la Curie romaine suivait les événements avec un œil attentif. De tous les côtés elle recevait des nouvelles du Mexique, disant que l'empereur ne pourrait pas se maintenir. Dans ce cas-là, il n'y avait aucune raison de se laisser entraîner à des concessions. On fit donc durer les négociations avec des faux-fuyants. L'empereur Maximilien était désappointé et plein d'amertume. Il exprima ses sentiments d'une façon très acerbe dans une lettre à Velasquez de Léon (3). Il se plaignait amèrement de la « duplicité des paroles » et des « promesses jamais tenues ». Il

(1) Empereur Maximilien au père Fischer, 27 mai 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien au père Fischer, 14 juin 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(3) Empereur Maximilien à Velasquez de Léon, chef de la mission spéciale à Rome, Chapultepec, 19 juin 1866, Vienne, Archives de l'État.